

Réalisez le site de vos rêves

CONTACT : 679 586 777

SPECIAL PROMO

A partir de **100 000 FCFA**

Point Express, Yaoundé

www.lvsweb.net



AFRIK GREEN ECO

LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE, PAR LES RESSOURCES AFRICAINES

www.afrikgreen-eco.com

300 Fcfa

N° 006, Journal du Lundi 15 Mai 2023

Tel: 696930616 / Directeur de publication: DANIEL BEKOLO

Votre Hebdo

EXPLOITATION ILLÉGALE

Le projet a permis non seulement de faire reculer le phénomène dans les forêts classées et sur le domaine national avec la mise en place des marchés domestiques de bois, mais également de protéger et de sécuriser des espaces contre le phénomène de l'accaparement de terres.

SYNERGIE DE REBOISEMENT

L'action de l'Union européenne (UE) a servi de levier au niveau local pour mobiliser les communes et communautés autour des zones de savanes sèches et de transition. Elle a suscité l'intérêt d'autres organisations pour explorer sur le terrain des voies et moyens de mutualisation.

DÉFIS

Les effets de la transhumance, des feux de brousse et dans certains cas les insuffisances d'implication de quelques exécutifs communaux ont impacté la qualité et la quantité des indicateurs en zone de transition et dans quelques communes de savane. (Yoko, Nyambaka, Bangangté, Mora, Kaelé) où les taux de réussite sont moins élevés.

MARCHÉ DOMESTIQUE

Une politique d'intégration dans l'économie formelle à partir des sources de bois d'origine légale

SUPPORTS MÉDIAS

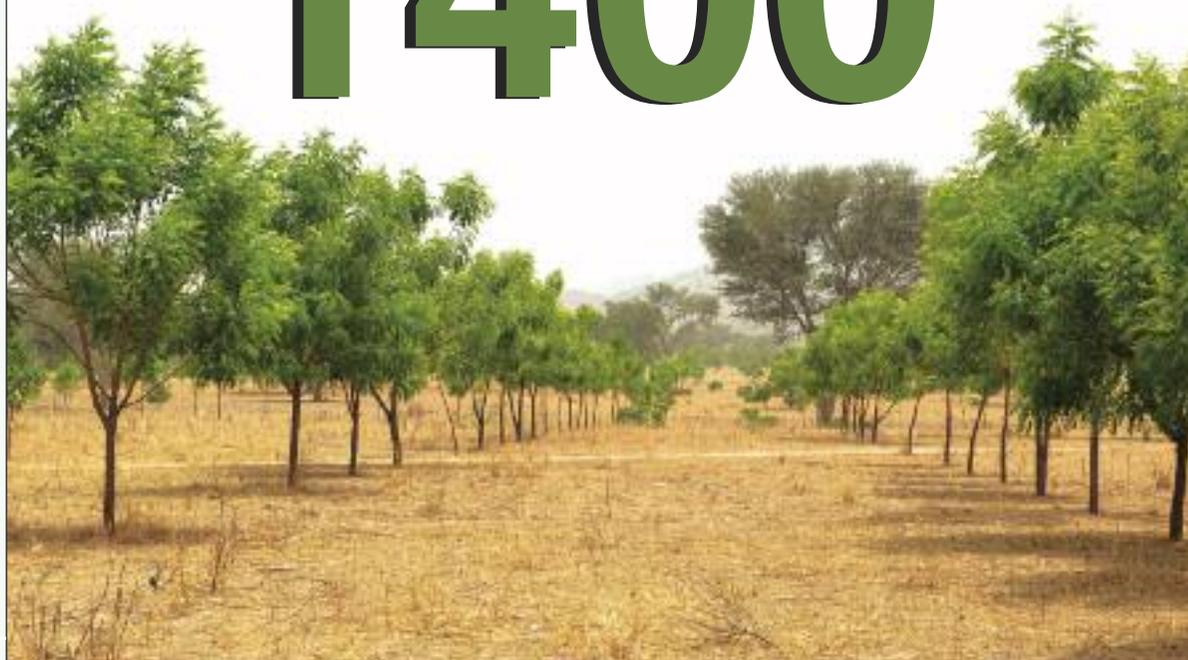
A date, plus de 16 millions de visiteurs ont parcouru le site web du projet et ses pages Facebook, YouTube actualisées quotidiennement d'informations de terrain.

PLANTS MIS EN TERRE

Plus d'un million cinq cent mille plants ont été mis en terre avec un taux de réussite moyen au-dessus de 70%

PROJET REBOISEMENT

1400



● Le Projet de Reboisement 1400 hectares est mis en œuvre dans les zones de savanes sèches et de transition depuis le 20 décembre 2018. C'est un projet qui rentre dans le cadre de la convention du Programme d'Amélioration de la gouvernance en milieu Forestier (PAMFOR). Il s'agit d'un programme qui a pour objectif de promouvoir l'amélioration de la gouvernance de la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier au Cameroun.

● Le projet de reboisement 1400 vise donc le développement des plantations dans les Communes des zones sèches et de transition. Le projet prend aussi en compte l'intégration du marché domestique dans l'économie formelle à partir des sources de bois d'origine légale. Le Centre Technique de la Forêt Communal (CTFC) en partenariat avec l'Union Européenne accompagne les communes de la zone de savane sèche et de la zone de transition du Cameroun dans la mise en œuvre de ce projet de reboisement 1400.

● En effet, dix-huit (18) Communes sont bénéficiaires de l'action. Onze (11) Communes sont éligibles dans la zone de savane sèche (Guémé, Kaélé, Koza, Lagdo, Mogodé, Mokolo, Pitoa, Waza, Yagoua, Mora, Kousséri) et sept (07) Communes dans la zone de transition (Bangangté, Dimako, Ndikiniméki, Nyambaka, Tonga, Tubah et Yoko). L'Union Européenne insiste sur la prise en compte du genre dans le projet. C'est ainsi que le CTFC va mener les activités de reboisement en intégrant les aspects genre.

Les chiffres

Projet reboisement 1 400 : C'est un projet mis en œuvre par le Centre technique de la forêt communale (CTFC) dans 18 communes de zones de savanes sèches et de transition, prévu dans la convention de financement du Programme d'amélioration de la gouvernance en milieu forestier (PAMFOR). Ce projet vise le développement des plantations dans les communes pilotes des zones sèches et de transition écologique, et l'intégration du marché domestique dans l'économie formelle à partir des sources de bois d'origine légale.

3 578 hectares : C'est la surface reboisée en croissance au 30 Avril 2023 par le projet reboisement de 1 400 hectares dans 18 communes des zones de savanes et de transition au Cameroun, sur un objectif de 1000 hectares. En zone de transition, 448 hectares ont été reboisés sur un objectif de 400 hectares, soit un total de 3 978 hectares avec un taux de réussite supérieur à 70%, constaté par plusieurs missions d'évaluation sur le terrain. Ce qui ramène à environ 3000 Ha de plantations en croissance.

Portrait

BAUDELAIRE KEMAJOU, DIRECTEUR DU CTFC

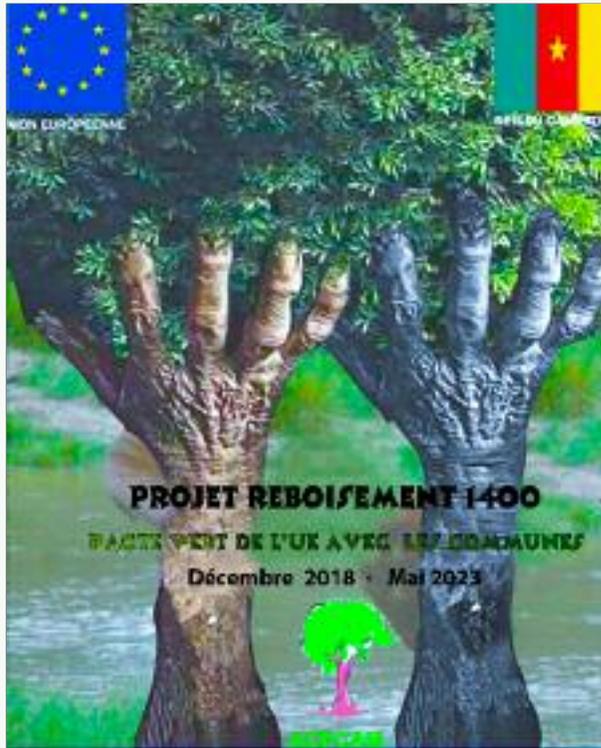
Baudelaire Kemajou, est le coordonnateur du programme d'appui à la gestion durable des forêts communales, directeur du Centre technique de la forêt communale (CTFC) du Cameroun et ancien directeur général de « Mairie Conseils Cameroun ». Après sa formation en France et avoir exercé comme consultant dans diverses sociétés d'ingénierie d'accompagnement économique et social de grands projets en Europe, il est retourné au Cameroun pour mettre son expertise au service des territoires. Il a été l'un des pionniers de la coopération décentralisée euro-africaine, en développant de manière innovante, la coopération entre communes africaines et européennes, pour l'évolution d'un dialogue des territoires. Baudelaire Kemajou est plus connu



comme un expert international reconnu en ingénierie de projet de développement et management des relations internationales des communes. Il accompagne diverses organisations internationales sur les problématiques de développement dans divers pays africains.

Anne Solange Ngonu

IMAGE DE LA SEMAINE



Au cours du projet prévu pour s'achever en mai 2023 courant, l'action de l'Union européenne (UE) a servi de levier au niveau local pour mobiliser les communes et communautés à développer une synergie de reboisement autour des zones de savanes sèches et de transition. Le montant de l'enveloppe de l'Union européenne pour soutenir le Projet reboisement 1 400 sur la période 18 Décembre 2018 au 18 Mai 2023 est estimé à 1,18 milliard FCFA en plus des cofinancements des communes et de l'ACFCAM dépassant les 300 Millions de Francs. La mise en œuvre du Projet assurée par le Centre technique de la forêt communale s'est matérialisée par des subventions en cascade octroyée aux Communes sous l'encadrement du Centre technique et du Cabinet d'expertise KPMG. Il est l'un des rares projets à avoir enregistré aucun inéligible mais également avoir démontré son côté efficient et efficace.

Institution

Le Centre technique de la forêt communale



Le Centre technique de la forêt communale (CTFC) enregistrée le 30 juillet 2009 sous le N°001000/RDA/JO6/BAPP portant liberté d'association au Cameroun est l'agence d'exécution de l'Association des communes forestières du Cameroun (ACFCAM) pour la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Forêts communales du Cameroun (PAF2C). Il est chargé entre autres d'appuyer les communes pour le classement de leur forêt communale, l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'aménagement. Appuyer le ministère chargé des Forêts dans sa contribution aux processus de classement et d'aménagement des forêts communales. Accompagner les communes pour l'exploitation et la mise en marché des produits de leur forêt bois et autres ressources.

Appuyer la création d'entreprises (communales, coopératives ou privées) pour la valorisation locale des essences scieries artisanales, ateliers de menuiserie. Promouvoir les initiatives de développement local centrées sur la forêt - Appuyer la création de forêts par plantation, en particulier grâce à des opérations de

compensation carbone conduites avec des collectivités locales européennes.

Le CTFC appui la certification de l'origine légale des bois et de gestion durable des forêts et forme des élus et des cadres municipaux et promouvoir la gouvernance locale.

Le Centre Technique de la Forêt communale, Bras séculier de l'Association des Communes forestières a accompagné le classement et l'aménagement de près de 2.4 Millions d'hectares de forêts communales. Ses activités portent aussi sur le suivi des aménagements et il travaille en ce moment sur une initiative propre la surveillance des massifs forestiers communaux à partir des images satellites

Son rôle est aussi de former de jeunes ruraux aux métiers de la forêt et réaliser des prestations de services pour le compte de communes. Pour réaliser les activités lui permettant d'atteindre ses missions, le CTFC bénéficie d'appuis financiers de divers bailleurs de fonds au premier rang desquels le FFEM et la GTZ, au travers de conventions et accords de partenariats.

PROJET REBOISEMENT 1 400

Bilan de l'initiative soutenue par l'Union européenne à la fin du programme en mai 2023

Le projet de Reboisement 1 400 hectares est mis en œuvre dans les zones de savanes sèches et de transition depuis le 20 décembre 2018. C'est un projet qui rentre dans le cadre de la convention du Programme d'amélioration de la gouvernance en milieu forestier (PAMFOR), soutenu par l'Union européenne. Il s'agit d'un programme qui a pour objectif de promouvoir l'amélioration de la gouvernance de la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier au Cameroun.

Daniel Bekolo

Une politique du genre soutenue par l'Union européenne

Selon l'Union européenne, principal partenaire du projet reboisement 1 400 des communes des zones de savanes sèche et zones de transition au Cameroun, le genre fait référence aux rôles et responsabilités des femmes et des hommes tels qu'ils sont déterminés par la société. Il est lié à la façon dont nous sommes perçus, censés penser et agir en tant qu'hommes et femmes en fonction de l'organisation de la société et non du fait de nos différences biologiques.

Afin d'être en phase avec ses partenaires internationaux, le Cameroun a ratifié plusieurs instruments, entre autres : la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), les Objectifs du développement durable (ODD), le Plan d'action de Beijing, le Traité de Maputo.



Selon le CTFC, les conclusions de janvier et juin 2022, il est démontré que le niveau d'implication des femmes est

moins élevé que celui des hommes aux activités de reboisement. Ledit rapport indique néanmoins que le genre bouge timidement et qu'une sensibilisation auprès des communes devrait se poursuivre, afin de montrer l'importance pour les femmes à contribuer au développement durable.

Les sensibilisations et formations ont porté sur plusieurs thématiques qui sont les suivantes : l'itinéraire sylvicole, la gestion des boisements et l'implication budgétaire par les conseillers municipaux, la préservation de l'arbre et la biodiversité au profit des populations, la divagation du bétail, la préservation de l'environnement, le VIH/genre, l'implication budgétaire, la sécurisation des sites boisés, la protection des plants, le changement climatique et la gestion de l'environnement.

Cadre conceptuel du Genre

En ce qui concerne le cadre conceptuel du genre, il est important de clarifier le sens que l'on donne à cette notion et à un autre mot voisin tel que : sexe. Ceci pour éviter les confusions et la mauvaise interprétation. Il faut rappeler que le Genre obéit à des normes découlant des conférences et conventions internationales dont les actes doivent être intégrés dans les lois nationales. Ainsi, le genre est différent du sexe. Le sexe est une structure biologique de reproduction chez l'être humain ; celle qui fait que l'on puisse distinguer le masculin du féminin. Le sexe confère donc les caractéristiques biologiques fixes et interchangeables.

Par contre, le genre se réfère à la construction, à la répartition des rôles sociaux féminins et masculins, base des sociétés humaines qui se caractérisent,

dans la majorité des cas, par des inégalités. En d'autres termes, le genre fait appel aux comportements, attentes, rôles et responsabilités que chaque société assigne aux hommes et aux femmes.

Genre, Union Européenne et CTFC

L'Union Européenne, partenaire du projet, en se référant à sa stratégie genre 2020-2025, cherche à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes pour toutes ses actions conformément aux traités. Ainsi, la mise en œuvre de cette stratégie repose sur une approche double.

Cette approche consistant en des mesures ciblées tendant à l'égalité entre les hommes et les femmes combinées à une intégration renforcée de la dimension hommes-femmes dans

toutes les politiques, dans tous les domaines d'action de l'Union Européenne, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs. Le CTFC apporte son appui technique aux Communes éligibles au projet reboisement 1400 en intégrant la dimension genre dans la mise en œuvre des activités. D'où l'importance de ce rapport qui ressort la prise en compte de du genre dans le projet « Reboisement 1400 ».

Dans ce rapport, nous ressortons la place de la femme dans le projet de reboisement 1400. Ainsi, un accent est mis sur la participation des hommes et des femmes dans les activités du projet menées ; telles que les sensibilisations et formation, l'approvisionnement du marché domestique local en bois légal, l'entretien de l'espace.

Source : CTFC

Initiative sylvicole

Le rapport du CTFC concernant formation du personnel communal sur l'itinéraire sylvicole en zone de savane sèche indique que les commune de Koza, Mogode, Pitoa, Tousserie, Kaele, Lagdo ont fait des efforts et ont atteint le quota de femmes souhaité, soit au minimum au minimum 05 femmes qui participent à cette formation.

Les communes, de Mokolo, Koza, Gueme, Waza, Kousseri, Lagdo ont atteint le résultat escompté de la participation des femmes à la sensibilisation sur la préservation de l'arbre et de la biodiversité au profit des populations. Mokolo, Koza, Mogode, Pitoa, Waza, Kousseri font bonne figure dans la sensibilisation des personnes sur la divagation du bétail en zone de savane sèche. La préservation de l'environnement en zone de savane sèche a connu une grande participation des femmes dans les communes de Mokolo, Koza, Gueme, Pitoa (a touché 150 femmes), Lagdo. La valeur de référence genre étant 30, ces communes ont touché en moyenne 30 personnes pendant cette sensibilisation.

A Lagdo, près de 80% des travailleurs utilisées pour les travaux été des femmes. D'autre part, le projet a permis de faciliter l'intégration des déplacés internes de la crise anglophone sur ses sites de l'Ouest et du Centre. Il a enfin tenu compte des droits coutumiers des communautés locales autour des sites de plantation

BOIS LÉGAL

12 communes outillées dans les zones de savane sèche et de transition

Elles ont bénéficié de formations dans l'identification, la mise en place et l'opérationnalisation d'un point officiel d'approvisionnement du bois de chauffe au bénéfice des populations.

Lutter contre la déforestation périurbaine et l'exploitation anarchiques des savanes arborées et arbustives naturelles et favorisera la régénération naturelle à court, moyen et long terme. C'est l'objectif des différentes activités mises en œuvre au sein de 08 communes de zones de savanes sèches et 04 communes de transition. L'objectif de ces différentes activités était de permettre aux communes cibles bien organiser l'approvisionnement en bois et de leurs propres marchés locaux ce qui favorisera



L'objectif de ces différentes activités était de permettre aux communes cibles bien organiser l'approvisionnement en bois et de leurs propres marchés locaux.

une exploitation plus durable qui respecte la législation en vigueur. Les 12 communes ont bénéficié d'un accompagnement à l'identification d'un point de vente du bois.

L'activité a permis de publier une note de service ou délibé-

ration du conseil municipal identifiant le site de vente du bois, sensibiliser les vendeurs de bois sur la nécessité de se regrouper et de rejoindre le site de vente identifié. Les bénéficiaires ont été formés au suivi, contrôle, gestion et à l'aménagement des sites de vente du bois.

Outre les risques de coupes illégales du bois, la formation a également porté sur la production et vulgarisation des foyers améliorés, l'utilisation d'autres sources d'énergie en dehors du bois, et sur l'intérêt de la préservation des ressources naturelles durables. Les responsables communautés ont été appelés à mettre en place d'une plate-forme de gestion participative du bois dans la commune.

Anne Solange Ngonu

564 vendeurs sensibilisés sur la nécessité de se regrouper et rejoindre les sites de ventes

Dans la zone de savane sèche, 14 points officiels d'approvisionnement du bois de chauffe par la commune ont été installés au bénéfice des populations. 302 vendeurs de bois (234 hommes et 68 femmes) ont été sensibilisés dans les 08 Communes de la zone de savane sèches sur la nécessité de se regrouper et de rejoindre le site de vente. 302 personnes (127 femmes et 175 hommes) ont été formées sur la gestion et l'aménagement des sites de vente du bois, les risques de coupe illégale du bois, production et vulgarisation des foyers améliorés, l'utilisation d'autres sources d'énergie en dehors du bois, intérêt de la préservation des ressources naturelles durables. 96 plateformes de gestion participative du bois dans ces communes de la zone de savane sèches et 04 communes de la zone de transition. Dans la zone de transition, l'on dénombre 262 vendeurs de bois sensibilisés dans quatre communes, sur la nécessité de se regrouper et de rejoindre le site de vente. 06 points officiels d'approvisionnement du bois de chauffe par la com-



302 personnes (127 femmes et 175 hommes) ont été formées sur la gestion et l'aménagement des sites de vente du bois

munne ont été implantées au bénéfice des populations. 260 personnes ont été formées sur la gestion et l'aménagement des sites de vente du bois, les risques de coupe illégale du bois, production et vulgarisation des foyers améliorés, l'utilisation d'autres sources d'énergie en dehors du bois, intérêt de la préservation des ressources naturelles durables. 63 personnes constituant la plate-forme de gestion participative du bois dans 08 communes de la zone de savane sèches et 04 communes de la zone de transition ont été outillées.

A.S.N

Protection des plants dans la zone de transition

Aucune commune n'a atteint la valeur de référence 15, concernant la participation de femmes à cette sensibilisation des agents communaux et leaders communautaires. Tubah (0-0) ; Bangangté (10-0) ; Yoko (5-0) ; Tonga (10-4) ; Ndikinioméki (35-10) ; Dimako (6-1) et Nyambaka (27-6). Le projet Reboisement 1400 apparait aujourd'hui dans le Septentrion comme le plus réussi et le plus abouti en matière de sylviculture. Il a enregistré des contreperformances en zone de transition particulièrement à Yoko et Nyambaka.

Préservation de l'arbre et de la biodiversité au profit des populations riveraines

Les communes de Bangangté et Ndikinioméki ont atteint la valeur initiale genre de 15 lors de la sensibilisation des personnes sur la préservation de l'arbre et de la biodiversité. Par ailleurs, 10 femmes ont participé à Yoko et Dimako, 5 femmes à Tonga et Nyambaka. Tubah (0-0) pour des raisons liées au conflit anglophone ; Bangangté (45-15) ; Yoko (40-10) ; Tonga (30-5) ; Ndikinioméki (35-15) ; Dimako (30-10) et Nyambaka (45-5).

Nombre de personnes impliquées dans les activités de reboisement en zone de transition

Selon le rapport du CTFC, les hommes et les femmes participent bel et bien aux activités de reboisement, bien que le taux de participation ne soit pas le même. La valeur de référence attribuée est 50. La commune de Ndikinioméki et de Nyambaka ont atteint ce quota par rapport à la participation des femmes. Tubah (62-2) ; Bangangté (212-18) ; Yoko (700-20) ; Tonga (373-49) ; Ndikinioméki (107-63) ; Dimako (169-13) et Nyambaka (215-85).

MOBILISATION DES COMMUNES

Près de 3 500 hectares reboisés et regarnis en croissance au 30 Avril 2023

La superficie totale cumulée à jour en zone de savane sèche et en zone de transition, a largement dépassé les objectifs du projet donc l'objectif initial était de 1400 ha sans incidence financière sur l'enveloppe de l'UE.



A en croire le rapport du CTFC, après consolidation des données et chiffres recueillies sur le terrain auprès des 18 Communes, on note qu'à date du 30 Septembre 2022, 3578 ha ont été reboisés dans la zone de savane sèche sur un objectif de 1000 ha, et en zone de transition 448 reboisés sur un objectif de 400 ha, soit au total 3978 ha avec un taux de réussite supérieur à 70% constaté par diverses missions d'évaluation. Les chiffres officiels parlent d'une progression du projet sur le

14 654 personnes H/Jr ont été mobilisées pour effectuer ce travail.

terrain, entre 2019 et 2022. Le CTFC indique que 1 048 385 ont été mis en terre soit 210 131 plants en 2019. L'année suivante en 2020, l'on a enregistré la mise en terre de 400 449 plants contre 212 805 plants en 2021 et 225 000 plants jusqu'en Septembre 2022, outre les plants distribués aux communautés.

14 654 personnes H/Jr ont été mobilisées pour effectuer ce travail. Ce nombre a progressé au fil des années, soit 3 530 personnes H/Jr mobilisées en 2019 contre 5 750 H/Jr enrôlées en 2020. L'année suivante en 2021 c'est 4 865 personnes H/Jr qui ont été mobilisées et 500 personnes en en date de Septembre 2022. La majorité des espèces plantées était l'anacardier, le Neem, le cassia siamea, le gmelina, les agrumes, acacia nilotica entre autres.

« Pour la seule année 2022 et en phase avec les engagements pris par Monsieur l'Ambassadeur de l'Union européenne lors de ses missions de terrain à Ndikini-méki et dans le Septentrion près de 100 000 plants forestiers et fruitiers produits par les pépinières municipales ont été offerts aux populations et Groupements d'intérêts communautaires par les 18 Communes » renseigne le CTFC.

Joseph Akono

ADMINISTRATION

L'apport des services déconcentrés de l'Etat

Le Minat a joué un rôle de facilitateur dans l'apaisement des tensions entre les riverains



Le projet Reboisement 1 400 a permis de mettre en exergue et développer les relations entre lui et les services déconcentrés de certains ministères. Sur le terrain les initiatives engagées ont impliqué plusieurs services déconcentrés du ministère Forêts et de la faune (Minfof), celui de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (Minepded), la Décentralisation et du développement local (Minddevel).

L'Administration territoriale (Minat) a quant à lui joué un rôle de facilitateur dans l'apaisement des tensions entre les riverains et a accompagné les communes bénéficiaires dans le processus d'implémentation de l'action et de facilitation des procédures de sécurisation foncière. Les agents des services déconcentrés de l'Etat du Minfof et du Minepded ont été associés à l'exécution des activités et des rencontres permanentes avec les antennes du CTFC pour évaluer les activités et les rapports transmis aux différents ministres.

En ce concerne la nature de partenariat mis en place, le projet a ac-

Sur le terrain les initiatives engagées ont impliqué plusieurs services déconcentrés du ministère Forêts et de la faune (Minfof), celui de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (Minepded), la Décentralisation et du développement local (Minddevel).

compagné certaines communes dans les négociations et la signature d'une convention de partenariat et de développement avec des partenaires privés investisseurs, associatifs, scolaires et communautaires pour valoriser les plantations d'anacardiens et autres fruitiers, assurer les entretiens avec pour finalité de partager les revenus issus de l'exploitation.

Le projet s'est rapproché de certains pépiniéristes locaux pour faciliter la mise à disposition des plants au profit de certaines Communes bénéficiaires. Le projet a aussi signé des mini conventions de partage de revenus avec les coopératives et les associations pour le suivi et l'entretien des sites en collaboration avec les communes cibles.

Des contraintes relatives aux fonciers, à la transhumance, aux feux de brousse, à l'insécurité et au Covid n'ont pas fortement impacté des résultats. La capacité de résilience du projet se manifeste par sa présence dans des zones en proie aux conflits et terrorisme comme à Koza, Waza, Tubah et Mora. Par ailleurs des nouvelles initiatives de l'ACFCAM/CTFC sont en cours de négociation pour un accompagnement optimal des Communes du septentrion sur leur résilience climatique.

Joseph Akono

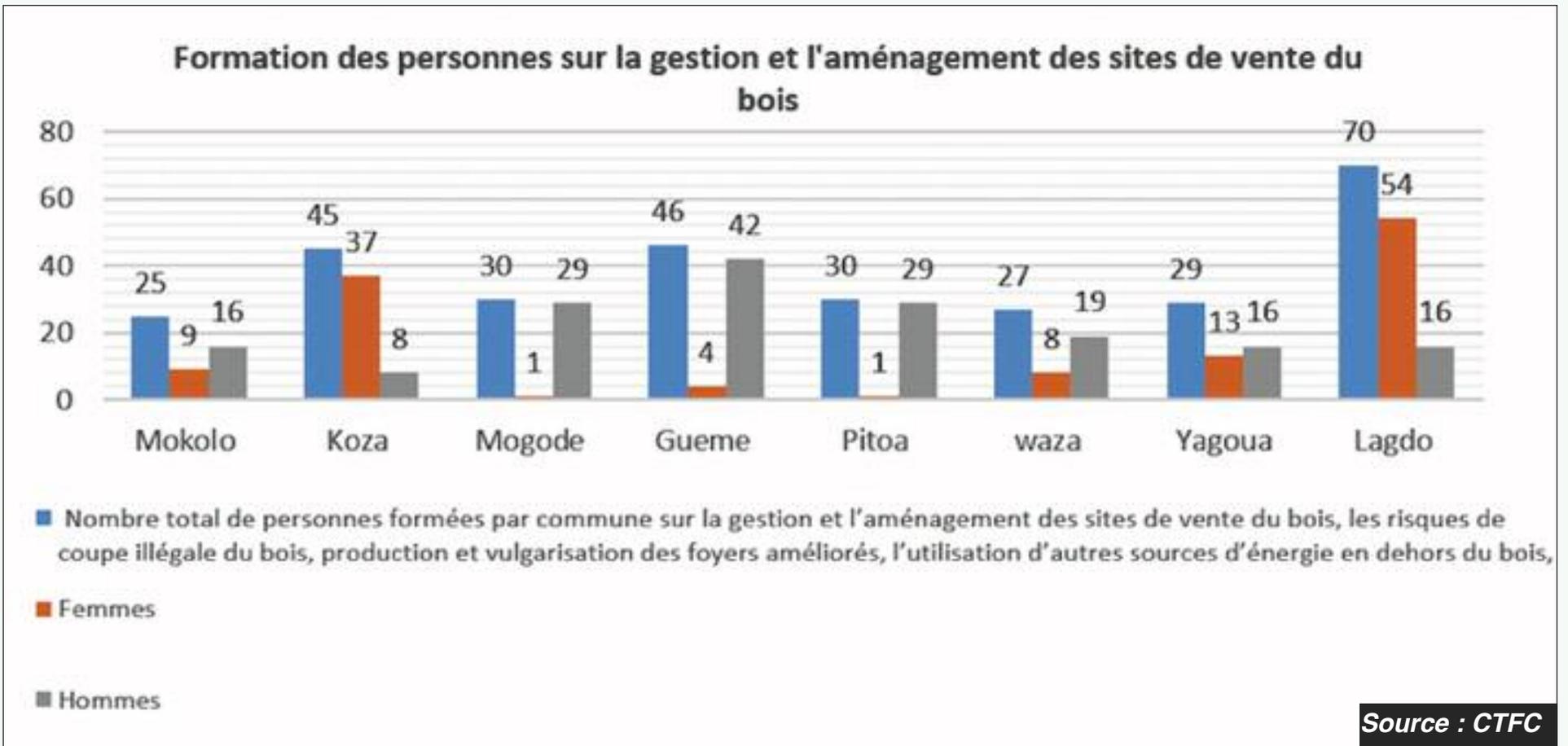
10047 personnes ont été employées

Les activités techniques de reboisement menées dans le cadre du projet 1 400 sont : la collecte des piquets, le défrichage, le piquetage, le trouaison, la mise en terre, la sécurisation du site, l'ouverture d'une ligne de pare feu, réalisation des trous des plants, le regarnis, les cultures intercalaires. Le niveau d'implication des hommes est plus élevé dans ces activités sur le terrain que celui des femmes. Elles sont minoritaires. Par contre les activités telles que : l'arrosage des plants, le suivi pépinières, le remplissage des sacs sont réservées fortement réservées aux femmes.

En zone de savane sèche du projet, 10047 personnes ont été employées au total, parmi lesquelles, 7373 hommes, 2675 femmes et 30% de représentativité des minorités et plus de 80% des jeunes pour la mise en œuvre des activités de plantation et d'entretien.

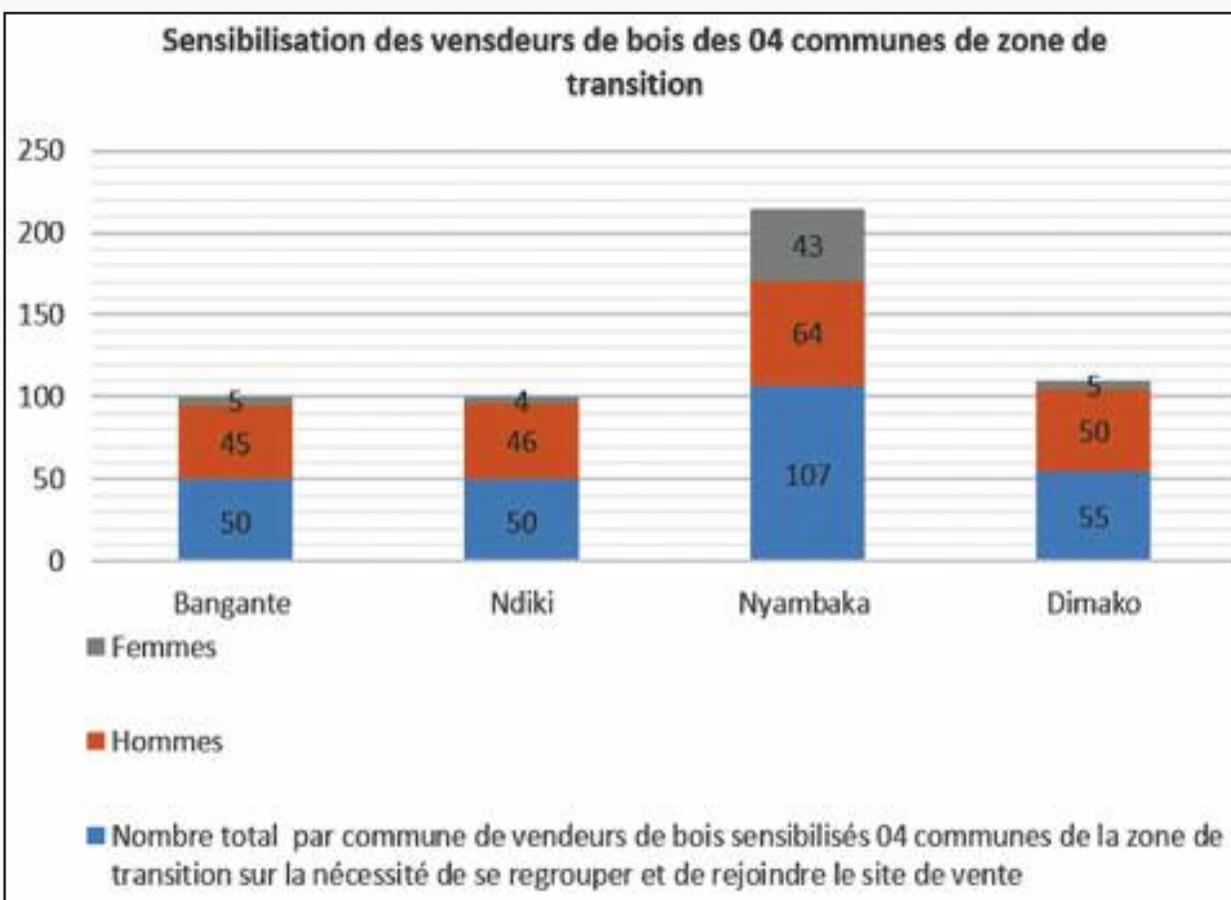
Dans la zone de transition du projet, les activités de plantation et d'entretien ont nécessité l'emploi de 2088 personne au total avec 10% de minorité, pour une représentativité de 1943 hommes et 145 femmes. Nous avons noté une forte présence des jeunes, plus de 80%.

Nombre total de personnes formées par commune sur la gestion et l'aménagement des sites de ventes de bois en zone de savane sèche



Dans le graphique 23, une forte présence des femmes est visible à Lagdo avec une participation de 54 femmes, à Koza avec 37 femmes. Chez les hommes la plus grande participation est de 70 hommes Lagdo.

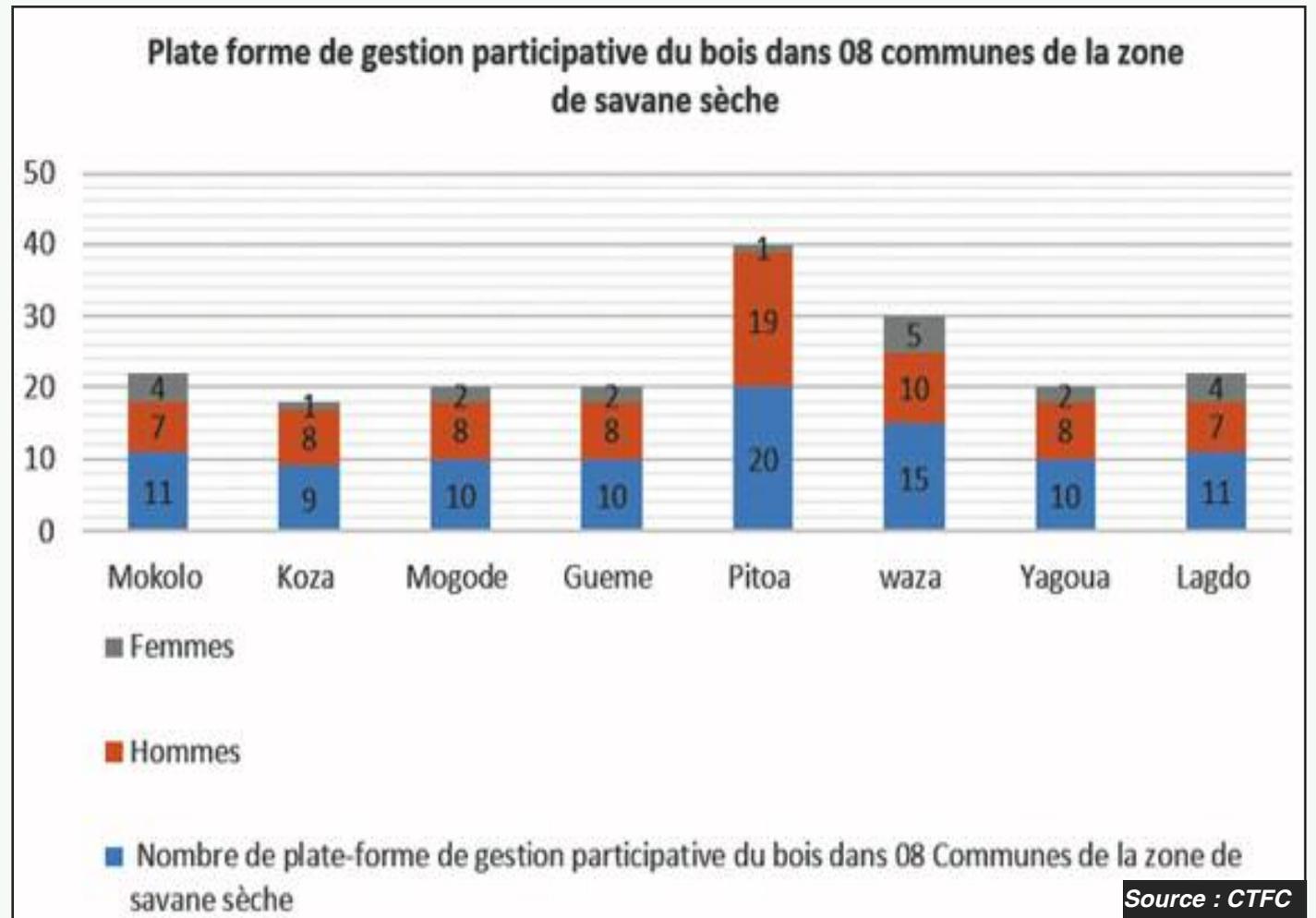
Nombre total de vendeurs de bois par commune sensibilisés dans 04 communes en zone de transition



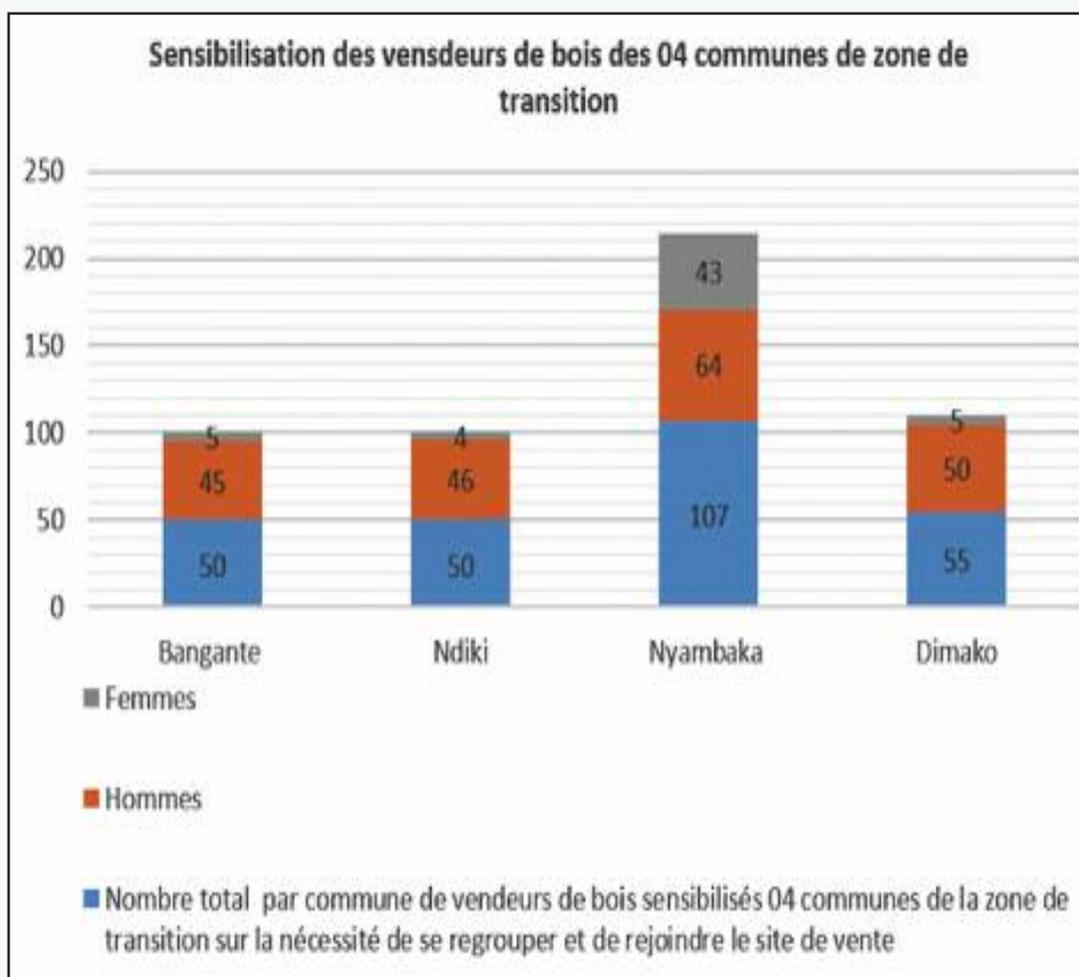
Dans le graphique 25, 46 vendeuses de bois à Nyambaka en zone de transition ont été fortement présentes lors de la sensibilisation. Dans les autres communes, les femmes sont sous-représentées. A Ndikiniméki sur 50 personnes sensibilisées, seulement 4 femmes présentes. C'est pareil à Dimako, sur 55 personnes, seulement 5 femmes seulement.

Nombre de plate-forme de gestion participative du bois dans 08 communes de la zone de savane sèche

Concernant le graphique 24 sur la plate-forme de gestion dans les 08 communes de la zone de savane sèche, les femmes sont représentées dans chaque commune. Mais, à l'avenir, il serait important d'améliorer le nombre de femmes. Dans la commune de Pitoa par exemple, on note un très grand écart entre les femmes et les hommes. Sur 20 personnes, seulement 01 seule femme dans la plate-forme.



Nombre total de personnes par commune constituant la plate-forme de gestion participative du bois en zone de transition



Dans le graphique 27, les femmes et les hommes sont membres de la plate-forme de gestion. Nous notons à que les femmes sont faiblement représentées. A Dimako, sur 11 membres, on trouve seulement 01 femme. Dans les autres Communes, le nombre des femmes varie entre 4, 5 et 6.

- Après avoir fait une analyse détaillée par commune de la participation des femmes et des hommes dans l'activité d'approvisionnement du marché domestique local en bois légal, nous abordons la synthèse globale de cette participation dans la zone de savane sèche et la zone de transition du projet.

BAUDELAIRE KEMAJOU

« L'impact de notre projet est allé au-delà des frontières »

Selon le directeur de CTFC, toutes les actions de cette structure participent à l'atteinte des engagements internationaux du Chef de l'État dans le cadre de l'AFR100 à réaliser 12 millions d'Ha de forêts d'ici 2030 sur les objectifs de 100 millions pour l'Afrique.

Monsieur le Directeur du Centre technique de la forêt communale, quel bilan pouvez-vous faire du projet, au moment où l'initiative prend fin ce mois de mai 2023 ?

On peut dire que l'action de l'Union européenne en appui à l'Etat du Cameroun sur une initiative portée par les communes forestières du Cameroun sur la problématique de restauration des espaces dégradés a permis de réaliser dans les zones de savane au Cameroun, ce qui n'a jamais été fait aujourd'hui par aucun projet ni par les acteurs locaux, ni par les organismes internationaux qui interviennent dans ce domaine dans le septentrion

Le projet Reboisement 1 400 apparaît aujourd'hui dans les zones de savane comme une vitrine pouvant inspirer d'autres communes, pas seulement les communes camerounaises mais également les communes étrangères qui nous sollicitent afin de partager avec elles l'expérience de ce projet mais aussi les aider à formaliser un certain nombre d'actions dans le même domaine.

Sur un Objectif ce 1400 Ha à réaliser en zone de savane et transition nous avons mis en place plus de 3900 Ha de plantation avec un taux de réussite au-dessus de 70 % de plants en bonne croissance

Ce projet dont les deux tiers des communes bénéficiaires se trouvent dans la partie Septentrionale du pays a eu à mobiliser un nombre de 18 communes avec les résultats satisfaisants sur le grand nombre de communes à l'exception de trois communes dont les résultats n'ont pas été à la hauteur.

Plus de 15000 Homme/jours



Sur un Objectif ce 1400 Ha à réaliser en zone de savane et transition nous avons mis en place plus de 3900 Ha de plantation avec un taux de réussite au-dessus de 70 % de plants en bonne croissance

de postes de travail ont été pourvus par les communautés locales, plus de 1500 000 Plants mis en terres sur des espaces sécurisés et géo-référencés, des plantations fruitières mises en place sont entré en production dans certaines communes pour le bonheur des riverains, des écosystèmes forestiers reconstitués en savane sèche.

Vous savez que le cœur de nos activités c'est le classement et l'aménagement des forêts communales. Nous avons atteint 2400 000 Ha de forêts communales sur 70 Communes environ et nous avons démarré sur nos moyens propres une initiative sur la surveillance des massifs forestiers par satellites contre la déforestation et les feux de brousse.

C'est un dispositif digital qui permet d'alerter de manière instantanée les Maires sur des intrusions dans leurs forêts en leur produisant des images, des cartes et des coordonnées GPS des espaces impactés pour vérification. Nous continuons également à appuyer les communes sur la mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts communales autour des paysages Sud-Est.

Le projet s'est intéressé à 18 communes sur les 360 que compte le Cameroun. Etait-ce une stratégie, si oui, qu'est-ce qu'il en est des communes restantes ?

Les ressources que nous disposions ne nous permettaient pas de toucher plusieurs communes. Le projet Reboisement 1400 a démontré son efficacité. Car d'autres initiatives portées par des acteurs nationaux et in-

ternationaux mobilisent 20 Fois plus de moyens pour

Avant la clôture du projet 12 autres Communes du Septentrion à savoir celles du Mayo Danay et du Logone et Chari sont venues à notre rencontre pour solliciter une initiative pouvant permettre de végétaliser toute la vallée du Logone. Cette nouvelle initiative ira de Maga à Darak sur près de 400 kilomètres, traversant une dizaine des communes du Mayo Danay et du Logone et Chari. Ça ne sera pas uniquement une action de végétalisation du bassin du Logone, ça sera aussi une action de développement local par l'agroforesterie et l'économie verte, en mettant en développant des opportunités d'économie verte auprès de ces collectivités mais aussi en protégeant cette vallée du Logone sur environ 450 Km impactant 12 communes.

Nous sommes actuellement en train de travailler avec ces communes sur la formalisation des documents et nous pensons que l'Union européenne, l'Etat du Cameroun et d'autres partenaires nationaux et internationaux pourront accompagner et soutenir cette initiative. Nous accompagnons aussi à la demande de certaines grandes villes camerounaises comme Douala, Yaoundé, Ngaoundéré, Limbe, Foumban à formaliser et préparer des documents pour la mise en place des espaces verts et des projets de foresterie urbaine avec le soutien de l'Association internationale des Maires francophones.

Ces documents offrent à ces villes une boussole pour créer des espaces verts et végétaliser les rues. C'est une opportunité pour moi de lancer un appel à tous les acteurs qui interviennent sur cette problématique de se rapprocher de ces villes afin de proposer leur appui en termes de projets et programmes. Ces villes ont déjà un document de projets avec des plans d'actions pour faciliter la collaboration avec les acteurs potentiels. Notre rôle est aussi d'accompagner ces villes à mobiliser des partenaires, les aider en termes d'expertise,

d'expérience de suivi. Tout dépendra de ces villes

Était-ce une stratégie, si oui, qu'est-ce qu'il en est des communes restantes ?

Nos moyens ne nous permettent pas de toucher un grand nombre de communes malgré la performance de nos résultats. Le projet Reboisement 1400 a démontré son efficacité en réalisant avec peu de moyens ce que des organismes nationaux et internationaux n'y sont pas arrivés avec 20 fois plus de moyens.

Notre rôle est d'encourager les communes à faire des choses avec peu de moyens car elles doivent d'abord compter sur leurs ressources propres. Nous sommes prêts à produire à l'État 10 fois plus de résultats avec mêmes moyens qu'il accorde pour le reboisement

Au niveau international, il y a aussi l'expérience du projet Reboisement 1 400 qui a attiré l'attention du Tchad. Pendant que nous étions en train de travailler avec les communes du Mayo Danay et du Logone et Chari, nous avons été approchés par les communes tchadiennes. Nous avons pensé qu'il est important d'associer les communes tchadiennes à ce projet, afin de pouvoir travailler sur la vallée du Logone et du Chari et que cela devienne une initiative transfrontalière.

Actuellement nous sommes en train de travailler sur la formalisation de cette initiative dont le projet sera soumis aux gouvernements des deux États et à leurs partenaires, afin d'accompagner les communes de ces deux pays sur les rives du Logone et Chari. Tout ceci participe aux stratégies nationales du Cameroun de muraille verte, stratégie nationale de lutte contre la désertification et le programme national de développement des plantations.

Le partage de notre expérience, ne s'arrête pas en Afrique Centrale, nous sommes aussi sollicités par les communes de l'Afrique de l'Ouest. C'est dans ce sens que le président de l'Association des communes forestières du Cameroun s'est rendu au Sénégal avec l'appui de nos équipes pour des discussions élargies avec le Burkina Faso, le Bénin; le Sénégal et la Guinée sur le concept de

Le projet Reboisement 1400 a démontré son efficacité en réalisant avec peu de moyens ce que des organismes nationaux et internationaux n'y sont pas arrivés avec 20 fois plus de moyens.

foresterie communale. Nous collaborons déjà depuis 10 ans avec le Bénin à développer des projets de foresterie communale

Le projet Reboisement 1 400 est une expérience qui est en train de faire tache d'huile. J'ai participé à d'Abidjan (Côte d'Ivoire Ndlr) à la réunion des Cop des villes contre le changement climatique et l'expérience des communes camerounaises du projet Reboisement 1 400 a intéressé divers acteurs. Occasion pour nous de saluer l'action de l'Union européenne qui nous a permis de mettre en place toutes ces initiatives.

Avant l'Union européenne il y a eu d'autres acteurs qui nous ont accompagnés sur les problématiques de classement et d'aménagement comme le FFEM et la GIZ. Cet accompagnement a permis de mettre en place des millions d'hectares de forêt sous la responsabilité des communes. C'est donc une conjonction d'efforts du gouvernement camerounais, de ses partenaires, des organisations locales, des collectivités et de tous ceux qui interviennent dans le secteur.

Au cours du projet, il a beaucoup été question de la prise en compte de l'aspect genre. Qu'est-ce qu'il en est aujourd'hui ?

Le genre est une composante essentielle de nos actions auprès des Communes. Nous essayons d'amener les communes à en faire une activité transversale de toutes les actions municipales. Les femmes sont au cœur de nos préoccupations et sont intégrées quand elles le peuvent aux activités de plantations. Nous veillons également au respect des droits coutumiers et fonciers des communautés sur des espaces de plantation. Le projet Reboisement 1400 a renforcé les droits des femmes en les autonomisant financièrement. Il a permis de faciliter l'intégration des réfugiés internes sur divers sites de plantation en zones de savane et de transition.

Qu'est-ce qu'il en est de question du marché domestique du bois ?

Le gouvernement avait il y a

quelques années avait lancé l'initiative sur le marché Intérieur bois. Les difficultés de sa matérialisation nous ont amené à proposer une composante du Projet reboisement 1400 sur les marchés domestiques des bois communaux. Il s'agit pour les communes en collaboration avec le MINFOF de connaître la traçabilité et la légalité de tous les bois circulant sur leur territoire à travers des aménagements des marchés domestiques communaux, la sensibilisation sur la légalité et la structuration des parties prenantes du marché domestique du bois dans chaque commune. Nous avons accompagné des communes à mettre en place ces outils. Il faudra continuer à les soutenir pour leur opérationnalisation effective

Comment avez-vous évalué l'apport du gouvernement tout au long du projet ?

Le projet Reboisement 1400 ne serait pas réalisé sans l'accord du Gouvernement. Le MINEPAT est l'ordonnateur national auprès de l'Union européenne et notre projet s'inscrit dans le cadre du FED 11 de l'Union européenne partenaire de la Coopération multilatérale du Cameroun. D'autre part, le projet R1400 a travaillé en étroite collaboration sur le terrain avec des services techniques déconcentrés de l'État (MINFOF, MINEPDED). A la fin du Projet le MINDDEVEL a réuni divers départements ministériels pour réfléchir sur l'amplification des résultats et la pérennité des acquis. Il faut aussi préciser qu'au démarrage du Projet et afin de rassurer les partenaires financiers des communes, le FEICOM avait produit auprès de l'Union européenne une garantie en cas d'inéligibilité des actions menées par les Communes.

Vous voyez donc que l'État a été un partenaire de taille dans nos résultats. Toutes nos actions participent à l'atteinte des engagements internationaux du Chef de l'État dans le cadre de l'AFR100 à réaliser 12 millions d'Ha de forêts d'ici 2030 sur les objectifs de 100 millions pour l'Afrique.

Propos recueillis par Daniel Bekolo



OFFRE D'EMPLOI

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI
AGENCE LOCALE DE MVOLYE
SERVICE INTERMEDIATION

FOIRE AUX EMPLOIS A MVOLYE

LISTE DES POSTES PROVISOIRES

No	Intitulé du poste	Nombre de postes	Conseiller Emploi en charge de l'offre
1	Coffreurs	20	ETOGA
2	Ferrailleurs	15	ETOGA
3	Chauffeur Voiture Légère	01	ETOGA
4	Secrétaire bureautique (ydé 7)	01	ETOGA
5	Imprimeur	01	ETOGA
6	Sérigraphe	01	ETOGA
7	Responsable commercial	01	ETOGA
8	Journaliste statisticien	01	ETOGA
9	Plongeur	02	ETOGA
10	Institutrice	01	ETOGA
11	Comptable à temps partiel	01	ETOGA
12	Webmaster en CDD	01	ETOGA
13	Gérant Motel	02	ETOGA
14	Secrétaire de bureau (Etoug ebe)	01	ETOGA
15	Réceptionniste	01	DOUM

16	Conseiller d'orientation bilingue	02 17	DOUM
17	Responsable en relation publique	02	DOUM
18	Informaticien	01	DOUM
19	Commerciaux bilingues	02	DOUM
20	Formatrice en secrétariat de direction	01	DOUM
21	Secrétaire bureautique	01	DOUM
22	Fille de salle	01	DOUM
23	Réceptionniste	02	DOUM
24	Cuisinier	01	DOUM
25	Employé de ménage	01	DOUM
26	Technicien froid et climatisation	02	DOUM
27	Secrétaire comptable	01	DOUM
28	Assistante commerciale	01	TINA
29	Cadre commerciale	01	TINA
30	Assistant de projet	01	TINA
31	chauffeur	01	TINA
32	Vendeuse en magasin	01	TINA
33	Infirmière puériculture	02	TINA
34	Instituteurs	20	TINA
35	Directeur adjoint maternelle	02	TINA
35	Assistante de Direction	01	TINA
36	Serveuse	01	TINA
37	marketiste	01	TINA
38	Community manager	01	TINA
39	Realisateur TV	01	TINA
41	Electronicien	01	TINA
42	Mécanicien Industriel	01	ANONG
43	Electronicien	01	ANONG
44	Technicien Froid et Climatisation	01	ANONG
45	Technicien en Imagerie Médical	02	ANONG
46	Comptable	01	ANONG
47	Responsable comptable	01	ANONG
48	Contrôleur de Gestion Sénior	01	ANONG
49	Comptable	02	ANONG
50	Secrétaire Bilingue	02	ANONG
51	Assistante de Direction	01	ANONG
52	Secrétaire comptable	02	ANONG
53	Caissière	01	ANONG

NO	INTITULE DU POSTE	NOMBRE DE POSTES	CONSEILLER EMPLOI EN CHARGE DE L'OFFRE
54	Formateur secrétariat bureautique	01	Mme BELLA
55	Formateur secrétariat comptable	02	Mme BELLA
56	Formateur secrétariat de direction	01	Mme BELLA
57	Formateur d'Infographie	01	Mme BELLA
58	Enseignant d'allemand	01	Mme BELLA
59	Enseignant anglais	01	Mme BELLA
60	Chauffeur voiture légère	01	Mme BELLA
61	Community manager	01	Mme BELLA
62	Agent de sécurité	05	Mme BELLA
63	Chef d'agence	01	Mme BELLA
63	TOTAL	97	



Chers clients de MTN Cameroon,

Je tiens à vous remercier pour la confiance que vous placez en MTN depuis des années. Vous avez cru en nous et dans notre capacité à vous offrir la connexion dont vous avez besoin pour rester en contact avec votre famille et vos amis, pour mener vos affaires à bien et pour avoir accès à des services essentiels. Vous nous avez honorés de votre présence lors de divers événements, projets et engagements avec des communautés à travers le pays. Et je sais que si nous ne sommes pas au mieux de notre forme et de nos capacités, vous ne pouvez pas l'être non plus.

Au cours de ces dernières semaines, nous avons écouté avec attention les réactions que vous nous avez adressées et que nous prenons très au sérieux. Nous nous efforçons de vous offrir le meilleur service que vous êtes en droit d'attendre de nous, car vous ne méritez que le meilleur. C'est pourquoi je voudrais partager avec vous quelques mesures que MTN Cameroon est en train de prendre pour améliorer votre expérience avec nous :

1. **À partir du jeudi 11 mai 2023, votre volume de data inutilisé ou perdu en cas d'indisponibilité du réseau vous sera remboursé dans les jours suivant l'incident. Vous recevrez dans ce cas, un message précisant le volume de data considéré et sa validité.**
2. *Nous allons accélérer l'exécution de notre plan d'investissement pour l'année 2023 qui a déjà été communiqué à l'Agence de Régulation des Télécommunications et au Ministère des Postes et Télécommunications. Ceci, afin de parachever la modernisation en cours de notre réseau, en vue de vous offrir une meilleure qualité d'expérience.*
3. *Dorénavant, nous publierons l'état d'avancement de l'optimisation de notre réseau, localité par localité et nous serions heureux de recevoir vos réactions.*
4. *Dans la poursuite de l'extension de notre réseau visant une plus grande couverture du territoire, nous allons publier sur nos plateformes numériques la carte de couverture de nos réseaux 2G, 3G et 4G à travers le pays. Vous serez informés chaque fois que nous déploierons un nouveau site dans une localité.*
5. **Nous lançons ce mois de mai, un conseil consultatif des consommateurs qui nous aidera à évaluer l'impact de ces mesures sur la qualité de votre expérience avec nous.**
6. *Enfin, tout en reconnaissant que les prix de nos produits ont baissé de plus de 70% au cours des huit dernières années, plaçant ainsi les prix des télécommunications au Cameroun parmi les plus compétitifs de la région, nous comptons renforcer les campagnes de sensibilisation en mettant l'accent sur les différentes options qui vous sont offertes, pour vous permettre d'optimiser l'utilisation de nos services.*

Je voudrais conclure ce message en vous assurant que nous restons à votre écoute et nous ferons toujours le maximum qui est en notre pouvoir, pour améliorer votre utilisation des communications électroniques. Et ce, malgré certains facteurs externes importants, tels que l'approvisionnement en électricité et en fibre optique, dont les fluctuations affectent aussi considérablement votre expérience sur notre réseau. Nous sommes engagés dans la recherche de solutions à ces problèmes avec les parties prenantes concernées.

J'aurais aimé m'adresser à chacun d'entre vous individuellement, mais les circonstances ne le permettant pas, je vous prie d'accepter ce message comme un renouvellement de notre engagement pour vous.

Pour vous, nous allons continuer de nous surpasser.



Mitwa Ng'ambi
CEO MTN Cameroon